

**Une voix:** Parlez-leur donc de la peine capitale.

**M. Rodriguez:** Je leur parlerai du capitalisme et non pas de la peine capitale.

**Des voix:** Oh, oh!

**Une voix:** Nous laisserons à Joe Clark le soin de leur parler de la peine capitale.

**M. Rodriguez:** Plus tôt au cours du débat, j'ai entendu le député de Dauphin (M. Ritchie) citer Karl Marx. Il me semble que le socialisme s'infiltré au Manitoba. Attendez donc que Sterling Lyon en entende parler ou encore que le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) ne l'apprenne ou même encore que le député de Winnipeg-Sud...

**Une voix:** Winnipeg-Sud-Centre.

**M. Rodriguez:** Winnipeg-Sud-Centre (M. McKenzie).

Ce qui compte, ce sont les amis qu'on a en haut lieu. A ce moment-là, le nickel latéritique devient beaucoup plus économique que le nickel canadien.

Je dirai même que le jour précisément où la Conférence sur le droit de la mer a ouvert la discussion sur l'exploitation minière des fonds marins, la récupération du nickel et du magnésium se trouvant sur le fond de l'océan, l'Inco et Bellevue, Washington, faisaient connaître les résultats des premiers travaux expérimentaux sur les nodules cueillis sur le fond de l'océan. Même un ministre, celui de l'Emploi et de l'Immigration (M. Cullen), s'est rendu à Sudbury. Il y avait une assistance monstre de 25 personnes à un déjeuner organisé à la Chambre de commerce. Il a dit aux bonnes gens de Sudbury que les jours du centre producteur de nickel étaient comptés.

Je vais poser quelques questions toutes simples qui ont d'abord été lancées par la population du bassin de Sudbury. Si nous avons 77 millions de dollars à donner à l'Inco pour qu'elle développe ses minerais latéritiques du Guatemala et de l'Indonésie, pourquoi ne pas offrir au Canada ces 77 millions de dollars à des taux d'intérêt raisonnables? Cela aiderait la ville, les petits entrepreneurs et les particuliers qui désirent édifier une industrie à côté de l'industrie du nickel, par exemple les pompes de chaleur et les profilés de cuivre et toute l'industrie dont le bassin de Sudbury aurait besoin. Pourquoi ne pas consacrer l'argent à cela?

Et il y a encore autre chose en jeu, quand on parle de l'aide de la SEE aux compagnies minières multinationales. On a dit beaucoup de sottises sur la création d'emplois au Canada. Dans l'industrie minière, la Société pour l'expansion des exportations n'a rien fait de plus que d'aider les sociétés minières multinationales à faire dans les pays du tiers monde ce qu'elles ont fait ici au Canada. Par exemple, au Guatemala, le nickel latéritique sera extrait sur les rives du lac Izabal. Des bateaux accosteront au bord du lac, le minerai sera prélevé en surface et partiellement traité comme c'est le cas dans la région de Sudbury, et ensuite chargé sur les bateaux. Il sera ensuite transporté du lac, à l'océan, jusqu'au Pays de Galles, où la matière première sera raffinée.

● (1752)

La SEE a prêté pour cette exploitation au Guatemala 23 millions de dollars. L'Inco déclare que le coût total de l'exploitation sera de 325 millions de dollars. C'est une entreprise qui

### *Expansion des exportations—Loi*

demande de très gros capitaux et qui emploiera 700 Guatémaltèques, pour une dépense de capitaux de 325 millions de dollars. Nous permettons donc à des sociétés minières d'utiliser l'argent des contribuables canadiens pour répéter dans les pays du tiers monde exactement ce qu'elles ont fait ici. C'est contre cela que je m'insurge, et je voudrais que l'on me comprenne bien.

C'est une erreur du point de vue moral et une folie du point de vue économique de prêter l'argent des contribuables canadiens à des sociétés multinationales qui ont déjà pillé notre pays, pour ensuite débaucher les travailleurs en masse aux premiers signes de fléchissement de l'économie. Non seulement ce n'est pas soutenable du point de vue moral mais du point de vue économique, c'est impensable. Malgré tout ce que pourra en dire le député de Comox-Alberni, c'est une erreur de prêter de l'argent à l'Inco et à la Falconbridge pour leur permettre d'exploiter les pays du tiers monde comme ils ont exploité les Canadiens.

Remarquez que les pays où ils implantent sont ceux qui ont un lourd passé en ce qui concerne les libertés humaines; au Guatemala, le boucher de Zacapa assure à l'Inco une main-d'œuvre captive. En République dominicaine s'exerce la dictature de Balaguer. On remarquera que lorsque Marsh Cooper a joué au golf avec le président, le terrain était placé sous la surveillance de la garde armée. On peut voir à quel point le peuple aime son dictateur.

J'ai parlé de la question en 1974 quand le bill C-9 a été étudié au comité. J'avais alors décrit ce qui se passait dans un pays où le régime politique a enlevé tous leurs droits aux citoyens. On n'appelle pas ce chef d'État «le boucher de Zacapa» pour rien. J'en avais parlé à ce moment-là. J'avais déclaré que si les contribuables du Canada participaient aux projets de ce genre, ce n'était pas pour aider ces peuples à se développer et à contrôler leur technologie à l'avenir. Est-ce ce que nous voulons pour le tiers monde? Voulons-nous que ces peuples deviennent des coupeurs de bois et des porteurs d'eau dans leur propre pays? Est-ce que nous allons permettre qu'il leur arrive ce qui nous est arrivé? Ce serait moralement impardonnable.

Nous devrions accorder au gouvernement du Guatemala des prêts à des taux d'intérêt peu élevés, avec le même genre de garanties que comportent actuellement les prêts de la SEE, et laisser ce gouvernement acheter la technologie nécessaire pour le projet. Si les Guatémaltèques veulent exploiter leur nickel latéritique, nous devrions leur accorder un prêt à long terme à un taux d'intérêt raisonnable pour les aider à mettre au point leur propre technologie et à exploiter leurs propres ressources, afin qu'ils puissent être maîtres chez eux. Ils ne devraient pas être à la merci des caprices d'une société minière multinationale.

Nous allons alors en Indonésie. Amnesty International nous dit qu'en Indonésie, 55,000 prisonniers politiques ont été incarcérés sans procès. Dans ce pays, l'Inco cherche à pénétrer le marché japonais. Et voilà la Société pour l'expansion des exportations qui utilise l'argent des contribuables pour aider l'Inco à dominer le marché du nickel latéritique.